

ACCORD DE CONFIDENTIALITE

Objet : Données graphiques

DEFINITION

Dans ce qui suit, l'expression information confidentielle aura la définition suivante :

informations, documents, éléments, données de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, comptable commerciale, ainsi que les noms et caractéristiques des clients, des fournisseurs ou partenaires (existants ou potentiels), transactions anticipées, stratégies d'affaires, rapports, plans de fonctionnement, orientations et organisations logistiques, projections budgétaires ou de marché, tout plan, étude, prototype, matériel, audit, données expérimentales et de test, dessins, représentations graphiques, vidéos et vidéos 3D, spécifications, savoir-faire, expérience, logiciels et programme, fichiers, de même que tous secrets commerciaux, techniques, documentation ou tout autre renseignement concernant ou se rapportant à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, ou encore au fonctionnement des services du Port Autonome de Paris de même que les travaux ou autres documents qui contiennent, reflètent ou ont servi à produire une telle information, quels qu'en soient la forme, le support ou le moyen, incluant, sans limitation, les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque, qui peuvent être échangés dans le cadre du marché.

CONTEXTE

A l'occasion de l'exécution des prestations les titulaires auront connaissance d'informations présentant un caractère confidentiel.

Dans le cadre des marchés accord-cadre et des marchés subséquents, les titulaires souscrivent à un engagement de confidentialité concernant ces éléments conformément aux dispositions ci-après qui dérogent à l'article 5-1 des CCAG TIC et FCS applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication.

ENGAGEMENT

Les titulaires, prestataires ou partenaires déclarent être parfaitement informés du caractère confidentiel des informations qui leurs sont communiquées à l'occasion de l'exécution du marché et s'engage à observer et faire observer la plus stricte confidentialité à l'égard de ces informations et prendre toutes les mesures nécessaires pour en préserver la confidentialité à l'égard de son personnel permanent ou temporaire.

En conséquence, ils s'obligent à :

- Ne pas utiliser et/ou exploiter les informations confidentielles communiquées par le Port Autonome de Paris pour leur usage personnel ou dans un autre but que l'exécution des prestations, objet du marché
- Ne pas effectuer des copies, reproductions ou duplications intégrale ou partielle des informations confidentielles
- Ne pas divulguer les informations communiquées par Port Autonome de Paris à des tiers, personnes physiques ou morales.
- Ne pas révéler les informations comme confidentiels qu'aux membres de son personnel appelés à en prendre connaissance et à les utiliser.
- De prendre toutes les dispositions pour que ses employés et sous-traitants traitent lesdites informations conformément aux dispositions de confidentialité et d'utilisation du présent accord.
- Protéger les informations communiquées par le Ports de Paris avec les mêmes précautions qu'il prendrait pour protéger ses propres informations afin de prévenir toute divulgation ou publication non autorisée desdites informations confidentielles.
- Détruire toutes les informations communiquées par le Port Autonome de Paris tels que les fichiers de données dès l'achèvement de sa prestation.
- Ne pas se prévaloir du fait de la communication des informations confidentielles, d'une quelconque cession, concession de licence ou, d'un quelconque droit de possession antérieur, tel que défini par le Code de la propriété intellectuelle, sur les informations confidentielles.
- Aviser ses sous-traitants de ce que les obligations de confidentialité énoncées leur sont applicables et se porter fort du respect de celles-ci.

LITIGES ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

- En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.
- En cas de désaccord persistant, Les différends seront soumis au Tribunal Administratif de Paris.

Le Titulaire